

# JICA's WORLD

Le magazine de l'Agence japonaise de coopération internationale | [www.jica.go.jp/french](http://www.jica.go.jp/french) | Juillet 2016 Vol. 8 · N° 3



## Les ODD

Pour notre avenir

## DES OMD AUX ODD

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), établis à la suite de la déclaration du Millénaire des Nations unies, en 2000, ont atteint la date butoir fixée pour leur réalisation en décembre 2015. Avec les OMD, huit objectifs et 21 cibles ont été définis pour réduire la pauvreté dans les pays en développement, et divers efforts ont été menés en matière de coopération pour le développement avec des ambitions concrètes et chiffrées. Des résultats positifs ont été atteints ; le nombre de personnes en situation de pauvreté extrême a été réduit de moitié, de 1,9 milliard de personnes en 1990 à 836 millions en 2015. Toutefois, il a été souligné que certaines personnes, telles que les habitants des zones de conflit et les femmes, n'ont pas profité des bénéfices du développement.

Dans ce contexte, une nouvelle initiative baptisée « objectifs de développement durable (ODD) » a été lancée avec une période de mise en œuvre de 15 ans jusqu'en 2030. Tout en prenant la suite des OMD non atteints, les ODD ont ajouté de nouveaux objectifs qui concernent le monde entier, dont les pays développés, et ceux visant à approfondir les relations de coopération entre les nations développées et en développement.

« Le développement est un enjeu qui concerne non seulement les pays en développement, mais le monde entier, y compris les pays développés » souligne Hideyuki Mori, directeur de l'Institut des stratégies

environnementales mondiales (IGES). « Ces objectifs internationaux s'appliquant de manière universelle à l'ensemble des pays, il est important que les pays développés, notamment les membres du G7, prennent des mesures énergiques pour atteindre ces objectifs ». Suite à la déclaration des dirigeants du G7 d'Ise-Shima affirmant « la volonté de faire avancer l'Agenda 2030, au niveau national et international, en étant axés sur les populations et respectueux de l'environnement », le gouvernement japonais a établi un siège pour la promotion des ODD en mai 2016.

D'un point de vue environnemental, les ODD s'inscrivent en fait dans la continuité de l'Agenda 21, le plan d'action adopté lors de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement qui a eu lieu à Rio de Janeiro en 1992. L'Agenda 21 souligne la nécessité de faire évoluer nos activités économiques vers un modèle permettant de protéger les ressources environnementales nécessaires au développement social tout en assurant la croissance économique. La réduction de la pauvreté est considérée comme une partie de ces efforts. Dans ce contexte, on comprend bien pourquoi les ODD couvrent un champ plus large que les OMD.

Le succès remporté par les OMD explique aussi dans une certaine mesure la diversification des ODD. Sous l'égide des Nations unies, les OMD se concentraient sur un petit nombre d'enjeux cruciaux pour les pays en développement. Les problèmes comme la pauvreté ont concentré

l'attention au niveau mondial, ce qui a eu des conséquences inattendues telles que la création de fonds pour atteindre les objectifs fixés. Cela a incité les organisations internationales qui n'avaient pas participé aux OMD à s'engager à leur tour.

En mars 2016, 230 indicateurs visant à évaluer les résultats des 17 objectifs et 169 cibles du nouveau programme de développement durable ont été adoptés. L'établissement d'objectifs numériques et de dates cibles associé à la formation de partenariats avec divers acteurs tels que les gouvernements nationaux, le secteur privé et les individus s'est répandu dans le monde entier à travers les efforts pour les OMD. Aujourd'hui, les ODD prennent la relève.

## NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ

« Il est important que chaque citoyen prenne connaissance des ODD et qu'il comprenne pour qui ces objectifs et ces cibles ont été créés et en quoi il est concerné personnellement » souligne Mori. Sur certains problèmes en particulier, comme la protection de l'environnement, il est difficile d'établir des objectifs numériques communs, car la situation diffère entre zones urbaines et rurales. Dans ces cas, les individus, les entreprises ou les municipalités doivent absolument fixer des objectifs spécifiques qui leur conviennent.

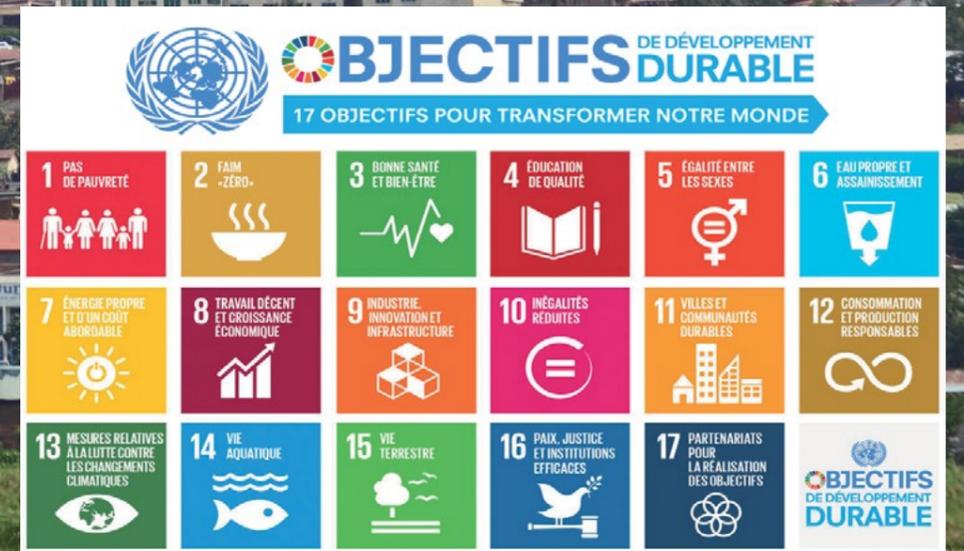
Il y a deux manières de fixer des objectifs selon Mori. La première se

base sur l'analyse particulière des organisations de développement pour définir des changements progressifs. La seconde consiste à suivre les objectifs fixés par la société. L'établissement d'objectifs en interne constitue une approche réaliste ; elle peut consister par exemple à améliorer l'efficacité énergétique des ménages et des entreprises en procédant à des changements graduels. D'un autre côté, l'élimination de la pauvreté est considérée comme un exemple typique où il faut établir les objectifs « par l'extérieur ». Quelle que soit la méthode choisie, il faut avancer de manière assurée, et il est indispensable de contrôler régulièrement les progrès.

L'esprit des ODD consiste à tendre la main à tous les individus en situation de pauvreté, de conflits ou vivant dans des conditions difficiles et à éliminer tous les types de discrimination. Afin d'y parvenir, nous devons être conscients que les ODD concernent chacun de nous. Nous devons tous agir pour les objectifs qui nous touchent, communiquer les uns avec les autres, et partager nos expériences avec le monde. Ainsi, lentement mais inéluctablement, un nouvel avenir se dessine. En juillet 2016, le Forum politique de haut niveau, la première réunion d'examen suivant l'adoption des ODD, a eu lieu à New York. Il avait pour thème « Ne laisser personne de côté ». Le monde regarde avec attention comment les pays participants et les acteurs vont mener à bien ces programmes fondamentaux.

# Les ODD

## Pour notre avenir





La région de développement d'Iskandar se situe à l'extrémité sud de la péninsule malaisienne et elle forme le deuxième centre économique après Kuala Lumpur.



## Un nouveau modèle de ville écologique pour le futur

Le réchauffement climatique est le grand défi mondial actuel. En Malaisie, des communautés travaillent de concert sur une nouvelle initiative visant à créer « une société sobre en carbone ». Une équipe de recherche japonaise les aide à y parvenir.



Le manuel « Eco-Life Challenge » d'Iskandar. Les participants se réfèrent à une liste de gestes simples pour relever divers défis écologiques.

Enquête sur la composition des déchets ménagers pour la mise en place de projets de recyclage et d'activités éducatives.

### UN ENVIRONNEMENT DÉGRADÉ PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'an dernier, l'ANASE a jeté les fondations d'une communauté reposant sur trois piliers : « économique » « politique et sécurité » et « socio-culturel » et les relations entre les pays membres sont devenues de plus en plus étroites. Parmi eux, la Malaisie affiche des résultats impressionnants. Après avoir réussi sa transition d'un pays agricole vers une nation industrielle, la Malaisie enregistre une croissance soutenue. Cependant, cette croissance économique rapide a également engendré de graves problèmes environnementaux dans les zones urbaines, notamment des embouteillages et de la pollution atmosphérique, qui ont porté les émissions de dioxyde de carbone à des niveaux inquiétants.

Yuzuru Matsuoka, professeur à l'École supérieure d'ingénierie de l'Université de Kyoto et spécialiste de

la question du changement climatique, explique : « En se basant sur 10,4 tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> par habitant en 2005, une augmentation de près de 60 % est à prévoir d'ici à 2020 contre 100 % pour 2030 ». Dans ce contexte, à moins d'agir vite, il est peu probable que le gouvernement malaisien parvienne à atteindre la cible de 40 % de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2020 en se basant sur le niveau de 2005.

Selon le professeur Matsuoka, ces dernières années, l'attitude envers les actions de lutte contre le changement climatique a changé : « Jusqu'au début des années 2000, on considérait que cela relevait de la responsabilité d'institutions internationales comme les Nations unies ou des organisations gouvernementales des pays développés. Cependant, on s'est rendu compte que les gouvernements locaux et les citoyens devaient s'associer à ces efforts ». La Malaisie a elle aussi pris conscience de cette nécessité, ce qui s'est traduit par la mise en place d'un volet citoyen dans la révision de la consommation énergétique et des modes de vie vers l'établissement d'une « société sobre en carbone » initiée en 2011. Ce projet est mené par l'équipe de recherche de l'Université technologique de Malaisie en coopération étroite avec l'équipe de recherche japonaise dirigée par le professeur Matsuoka.

La région de développement d'Iskandar est devenue un district modèle, et son projet de développement industriel à grande échelle a acquis le statut de zone économique spéciale en 2006. Le projet a commencé par des recherches sur la situation actuelle de la Malaisie et sur Iskandar en particulier. Chaque aspect de la situation actuelle a été analysé, notamment l'économie sociale, le volume du trafic, le fardeau énergétique et environnemental, avant de proposer une vision de la manière dont ils pourraient évoluer à l'avenir. Matsuoka précise : « Notre équipe de recherche au Japon dispose d'expériences similaires de soutien aux politiques de développement en Inde, en Thaïlande et au Vietnam, entre autres pays ». Il ajoute que l'équipe de recherche japonaise partage autant que possible les techniques d'analyse des données et autres savoir-faire pour permettre à l'équipe malaisienne de poursuivre par elle-même ses recherches dans un avenir proche.

### CHACUN DOIT COMMENCER PAR FAIRE DES EFFORTS

C'est ainsi que « le plan pour une société sobre en carbone », comprenant plus de 200 programmes individuels, a vu le jour. Certains programmes, comme la plantation d'arbres, la promotion du compostage, et l'installation de tableaux d'affichage électroniques près des arrêts de bus pour diffuser des informations et promouvoir l'utilisation des transports publics, ont déjà commencé. D'autres programmes se proposent de lister les gestes permettant d'économiser l'énergie, en baissant la climatisation ou en éteignant les postes de télévision, ou de trier et recycler les déchets. Ce programme, baptisé « Eco-Life Challenge » permet aux enfants de relever les défis écologiques dans leur environnement familial.

Cette initiative a été lancée à Kyoto, et elle a été introduite dans 23 écoles élémentaires d'Iskandar après quelques révisions pour l'adapter à la situation locale. Cette initiative a connu un grand succès et son application a été étendue à l'ensemble des 226 écoles élémentaires d'Iskandar l'an dernier. Le professeur Matsuoka



Discussion sur l'état d'avancement du projet entre les participants à la recherche conjointe. (Le professeur Matsuoka se trouve sur la droite.)

confie : « J'ai entendu dire que certaines écoles sont en compétition sur ce projet, et que les enfants s'amuseaient tout en apprenant sur l'environnement ». Cette année, le projet a été étendu aux collèges et aux communautés locales. En outre, les pays voisins s'intéressent de près à ce projet.

Le professeur Matsuoka constate : « L'établissement d'un plan pour la création d'une société sobre en carbone et les premières étapes de sa réalisation sont réussies ». Mais le plus dur reste à faire. Le plan qui est en cours de préparation sera mis en œuvre jusqu'en 2025. Afin de poursuivre le plan de manière continue, le cycle de planification, de mise en œuvre, d'évaluation et d'amélioration doit être appliqué, et il devra à terme être étendu à d'autres régions du pays.

Le professeur Matsuoka a confiance en l'avenir : « Les chercheurs asiatiques que nous avons soutenus par le passé ont été amenés à jouer des rôles importants en tant que représentants de leur pays dans des conférences internationales et les chercheurs malaisiens suivront le même chemin à l'issue de cette expérience. Le soutien à la création d'organisations avec ce personnel est une composante essentielle de notre relation de coopération ». Au moment où l'édification d'une société sobre en carbone s'impose comme un défi mondial, la Malaisie est au début d'un long chemin.



Inspection d'une usine d'huile de palme en vue d'exploiter l'énergie de la biomasse.

Le puits près du village libère les enfants et les femmes de la collecte de l'eau de la rivière, ce qui leur laisse plus de temps pour étudier et effectuer d'autres tâches.



la disponibilité de l'eau et l'utilisation efficace des espaces verts, promouvoir le commerce du bétail et prévoir une source alternative de revenus.

Lorsqu'ils n'ont plus d'eau, les nomades se déplacent vers des régions plus éloignées. Avec l'accès à une source d'eau, les terres peuvent être utilisées pour le pâturage, sans se déplacer et éviter ainsi d'entrer en conflit en envahissant l'espace de vie d'une autre tribu. Améliorer l'utilisation d'une zone de pâturage proche de l'espace de vie peut donc aussi prévenir les conflits tribaux.

Quoi qu'il en soit, il ne suffit pas d'assurer des ressources en eau pour résoudre ces problèmes complexes. Dans le district de Marsabit, la zone cible du projet, il y avait trois tribus avec différentes coutumes et élevant différentes espèces d'animaux. Le mode de vie de chaque tribu devait être pris en considération. Murakami se souvient : « Les Borana possèdent surtout des vaches à qui il faut donner de l'eau tous les jours, ils vivent donc dans des zones où l'eau est assez abondante, et ils se regroupent pour gérer les ressources hydriques et les apports nécessaires pour effectuer quelques cultures. De leur côté, les Rendille ont surtout des chameaux qui peuvent rester deux semaines sans s'abreuver. Ils sont très mobiles et restent rarement assez longtemps au même endroit pour gérer des installations d'approvisionnement en eau.

Pour répondre à ces différentes coutumes, un vaste réservoir d'eau de grande contenance mais nécessitant une maintenance régulière a été prévu sur le territoire des Borana, et un réservoir bien plus petit et facile à entretenir a été prévu sur le territoire des Rendille.



Le réservoir construit dans le cadre du projet est devenu le principal lieu de pâturage et de rassemblement de nombreux troupeaux.

bétail et 70 à 80 % ont déclaré avoir vendu leur propre bétail pour payer le prix demandé. Avant cela, presque personne ne vendait son bétail pour acheter d'autres animaux sur le marché. Ce programme a réellement permis d'augmenter le nombre de personnes prêtes à vendre leur bétail au-delà de nos attentes », se réjouit Murakami. Si les vendeurs d'autres régions prennent part à la vente de femelles sur le marché, le commerce du bétail prendra alors de l'ampleur.

Le troisième objectif du projet, en plus de soutenir les traditions locales, était de créer une source de revenus supplémentaires en dehors du pâturage, en particulier pour les femmes et les jeunes. Murakami s'est intéressé à l'élevage des chèvres, pratiqué et connu de longue date par les populations locales, et des poules dont la demande ne cesse de croître dans les zones urbaines périphériques. Il a créé un système où les nomades élèvent le bétail en groupe et partagent les chevreaux et les poussins. Certaines femmes ont mené par elles-mêmes certaines actions, notamment en trouvant des moyens d'augmenter la production d'œufs.

Parallèlement, les efforts se sont poursuivis pour tenter de résoudre progressivement les problèmes de la communauté et de trouver des moyens de produire plus de revenus pour renforcer l'adaptabilité face aux sécheresses. Murakami insiste : « Cette région continuera d'être affectée par le changement climatique, et il est fondamental de poursuivre l'aide en respectant les modes de vie traditionnels des nomades ».

### PROMOTION D'UN COMMERCE PROACTIF RESPECTUEUX DU « BÉTAIL COMME BIEN DE PRODUCTION »

La promotion du commerce du bétail n'a pas été simple non plus. La vente du bétail pour obtenir de l'argent avant une sécheresse permet d'atténuer l'impact négatif de la catastrophe. Cependant, le bétail est très précieux pour la population locale. Les habitants ne voulaient pas les vendre à moins que cela ne soit absolument nécessaire, le marché du bétail n'était donc pas très développé.

Dans ce contexte, Murakami a concentré son attention sur les animaux femelles qui offrent le double avantage de produire du lait et de donner naissance à des petits. Les femelles étaient si précieuses pour les pasteurs nomades qu'ils ne voulaient pas les vendre. Il était très rare de trouver des femelles sur les marchés de bétail au nord du Kenya. Ainsi, Murakami a planifié la vente de femelles vierges d'autres régions sur le marché. « Nous avons interrogé les personnes qui ont acheté du nouveau



À gauche : Il est important que la population elle-même aspire à vendre et acheter des animaux plus jeunes.

À droite : Les projets de coopératives où tout le monde travaille ensemble et partage les bénéfices renforcent les liens au sein du groupe, et cela s'est avéré un modèle de travail efficace pour les femmes locales.



## Vivre sur une terre aride

« Du temps de mon grand-père, les sécheresses se produisaient tous les 20 ans ; du temps de mon père, tous les 10 ans. Aujourd'hui, nous avons des sécheresses tous les 5 ans. » Le changement climatique menace les modes de vie traditionnels du nord du Kenya. Voici un aperçu des efforts entrepris pour les sauvegarder.



Les habitants discutent de l'utilisation de l'eau à une réunion. Il est crucial que le projet respecte le mode de vie local.



### UNE PERTE DE BÉTAIL DUE AUX FRÉQUENTES SÉCHERESSES

« En premier lieu, le nord du Kenya est majoritairement peu propice à l'agriculture. Il pleut très peu. Le pastoralisme nomade, où les lieux de pâturage des animaux changent selon un cycle annuel de deux saisons, pluvieuse et sèche, est le mode de vie le plus adapté à cet environnement hostile » explique Fumiaki Murakami de Nippon Koei Co., Ltd.

Le mode de vie a peu à peu évolué avec l'intensification des sécheresses. Perdre son bétail revient souvent à perdre à la fois son capital et sa nourriture. Si une sécheresse se produit tous les 20 ans, il est encore possible de reformer un troupeau. Mais avec une sécheresse tous les trois à cinq ans, la taille des troupeaux continue de se réduire.

Pour répondre aux défis posés par le changement climatique sur les terres arides, Murakami et ses collègues ont travaillé sur l'amélioration du niveau de résistance locale aux sécheresses afin d'atténuer les dommages.

Leur projet avait trois objectifs principaux : garantir

### CE QU'UNE ENTREPRISE PEUT FAIRE

À l'école, nombreux sont les élèves qui apprécient les leçons utilisant des supports vidéo. Le regard émerveillé des enfants devant un écran dans une salle de classe doit être le même partout dans le monde. Ces « leçons ludiques » se développent aujourd'hui en Inde.

Ricoh fabrique et vend des appareils d'imagerie et des logiciels, notamment des photocopieurs et des duplicateurs, dans près de 200 pays et régions. Après avoir réfléchi sur les actions à mener en faveur des OMD, Ricoh a initié une aide en faveur de l'éducation des pauvres en Inde dès 2011, afin d'apporter une contribution sociale tout en développant ses activités.

Bien que l'Inde doive faire face à de nombreux défis dans

le secteur de l'éducation, notamment au niveau de l'accès et de la qualité des enseignements, son marché intérieur devrait poursuivre une croissance considérable. Très tôt, en coopération avec Save the Children, une ONG qui aide les enfants partout dans le monde, Ricoh a contribué à améliorer la qualité de l'enseignement en utilisant des duplicateurs dans les zones rurales.

Kumiko Akabori, spécialiste senior auprès de la section de la promotion des activités de RSE, division de la gestion de la durabilité au sein du département de l'environnement social chez Ricoh, déclare : « La région ayant eu de nombreux problèmes sociaux, notre aide a eu une signification particulière. Cependant, en pratique, il a été difficile de poursuivre l'aide à cause du déficit budgétaire



Le mode d'utilisation des batteries est étudié pour faciliter leur emploi en Inde lors des fréquentes coupures d'électricité. Les vidéos et les kits d'expérimentation rendent les leçons plus interactives.



du gouvernement et des défaillances du système de soutien aux enseignants, ainsi que du manque de capacités de ces derniers ». Ricoh a ensuite lancé de nouvelles initiatives à partir de 2013 en utilisant le cadre de la JICA pour promouvoir les opportunités commerciales au sein des groupes à faibles revenus en coopération avec des entreprises privées, préparant ainsi la future commercialisation de ses produits.

### DES COURS PLUS LUDIQUES GRÂCE À LA VIDÉO

Les trois activités principales du projet de Ricoh consistent à créer des contenus numériques audios et vidéos, expliquer les méthodes pédagogiques efficaces basées sur leur utilisation et donner des cours avec des projecteurs Ricoh dans les salles de classe. Le projet vise à améliorer la qualité de l'enseignement par la recherche sur les besoins scolaires, la formation d'enseignants et des leçons pilotes. Un total de 30 écoles primaires publiques ont été choisies, à raison de 10 écoles dans chacune des trois zones ; Delhi, la capitale indienne, l'État du Bihar et l'État du Telangana (anciennement intégré à l'Andhra Pradesh).

« Les contenus numériques sont adaptés aux leçons de sciences naturelles, notamment sur la constitution du corps humain et le cycle de l'eau, qui sont difficiles à comprendre uniquement avec des manuels. Par ailleurs, nous avons souhaité que les élèves puissent utiliser ce qu'ils ont appris dans la vraie vie non seulement en leur montrant des vidéos, mais aussi en utilisant des kits d'expérimentation pratique », précise Akabori.

En Inde, certains paysans ne laissent pas leurs enfants aller à l'école durant la saison des cultures. Par conséquent, le projet s'est plus particulièrement concentré sur la sensibilisation des parents en incitant les enfants à parler des leçons à la maison et en leur permettant d'utiliser ce qu'ils ont appris dans la vie de tous les jours.

Akabori ajoute qu'ils ont aussi organisé des formations pour permettre aux enseignants non seulement de faire fonctionner les équipements, mais aussi de créer des contenus par eux-mêmes, et ce afin qu'ils puissent préparer leurs cours en sachant comment utiliser les vidéos de manière appropriée. Alors que certains enseignants n'avaient jamais utilisé d'ordinateurs avant, ils ont rapidement été en mesure de réaliser des petits montages.

Lors des leçons pilotes menées durant les deux ans du projet, le niveau des contenus visuels a été constamment amélioré et les enseignants ont progressivement ajouté des expériences où les élèves pouvaient apprendre en manipulant et en mobilisant tous leurs sens. En Inde, les leçons sont généralement données d'une manière très classique, où l'enseignant s'adresse à



En haut : Chaque enseignant planifie l'utilisation des contenus numériques et des expériences dans son cours. Ci-contre : Dans certaines écoles, les leçons utilisant des contenus numériques sont dispensées l'après-midi afin que les élèves ne partent pas trop tôt et qu'ils assistent à tous les cours de la journée.



la classe, mais dans les leçons pilotes, les échanges et les questions ont été privilégiés en plus des vidéos et des expérimentations, et les enfants ont réellement apprécié les cours. Par-dessus tout, les enseignants eux-mêmes sont devenus énergiques et ont eu à cœur de rendre les leçons plus vivantes.

Dans la dernière réunion de débriefing qui a eu lieu dans l'État du Telangana, en août dernier, un enseignant a fait le voyage pour effectuer une présentation sur les résultats du projet. Par ailleurs, certains parents ont transféré leurs enfants du privé vers le public après avoir eu vent des leçons pilotes.

« En réponse à l'adoption des ODD, nous discutons avec notre département RSE de la manière dont Ricoh pourrait poursuivre sa contribution à la société à travers ses futures activités. À l'heure où nous souhaitons passer à la phase de commercialisation du projet actuel, nous espérons continuer à travailler sur les défis sociaux en coopération avec les départements commerciaux », confie Akabori.



©Save the Children

Akabori (au centre) mène une enquête auprès de parents dans l'État du Telangana.



## Répondre la joie d'apprendre dans les écoles du monde entier

En Inde, à cause du manque de supports pédagogiques et d'équipements, il n'est pas toujours facile pour les élèves de bien comprendre les leçons. Pour améliorer la qualité de l'enseignement, une entreprise privée japonaise a initié des projets en utilisant des projecteurs de sa fabrication dans les salles de classe.

Un train de passagers à la station de Gulwe. L'aide japonaise garantira la sécurité de la circulation des trains dans cette région frappée par de nombreuses inondations.



Le pont de Rusumo après sa reconstruction. Le nouveau pont permet le passage de véhicules plus lourds et il est doté d'un poste d'immigration. Il ne fait aucun doute que les possibilités logistiques entre la Tanzanie et le Rwanda s'en trouveront considérablement accrues.



Les voies ferrées doivent être déplacées dans une zone non exposée aux risques d'érosion.

autour du Ghana, le centre économique de l'Afrique occidentale. L'objectif est de jeter les bases d'un développement communautaire complet à travers la maintenance des infrastructures de transport.

Parmi les cinq corridors ci-dessus, le « corridor central » est le réseau de transport reliant les pays d'Afrique de l'Est. Ce corridor est parallèle au corridor nord, qui s'étire du Kenya à l'Ouganda jusqu'à l'intérieur des terres. Le corridor central relie le port de Dar es Salam en Tanzanie, au Rwanda, au Burundi et à l'est de la République démocratique du Congo, formant ainsi un axe routier important pour l'économie des pays voisins. La voie ferroviaire centrale relie l'est à l'ouest de Dar es Salam à Kigoma, une ville située sur la rive orientale du lac Tanganyika. La construction de la voie ferrée a commencé au début du 20<sup>e</sup> siècle alors que le territoire était encore occupé par l'Allemagne. Depuis, elle forme le pilier logistique du pays.

Le Japon est chargé de la maintenance d'une partie du réseau ferré central. Cette zone a souffert d'une érosion de 180 mètres suite aux inondations qui se sont produites au cours des deux dernières années, causant des dommages importants aux voies ferrées. Les inondations ont creusé le sol sous les rails de manière telle que la voie ne repose plus sur terre. Pour la partie qui traverse l'affluent d'une rivière, les voies sont fixées sur un ponceau en béton. Mais le drainage est insuffisant et les voies ferrées sont souvent emportées ou inondées. Les trains sont régulièrement arrêtés à cause de ces dégâts, ce qui incite les transitaires à éviter ce mode de transport. C'est l'une des raisons qui expliquent la baisse du volume de trafic.

Ainsi, l'aide du Japon vise à déplacer les rails plus en hauteur, loin des cours d'eau, et à renforcer les berges.

Au Japon, plusieurs ministères sont chargés de la gestion des cours d'eau, notamment de la lutte contre les inondations, mais en Tanzanie, aucun organisme n'est responsable de ces questions. Il s'agit avant tout d'intégrer des mesures complètes de lutte contre les inondations dans le projet de maintenance du réseau ferré.

Si le volume de trafic du réseau central revient à son niveau d'antan, cela contribuera non seulement au développement industriel de la Tanzanie, mais cela améliorera également la distribution de marchandises vers les pays enclavés comme le Rwanda et le Burundi. Pour ces pays, un réseau de transport qui complète le réseau ferré les reliant à la Tanzanie est vital, en raison de l'incidence directe du coût d'acheminement des marchandises, de la mer vers l'intérieur des terres, sur le prix des biens de consommation à l'intérieur du pays et sur celui des exportations. Le pont de Rusumo, achevé en décembre 2014, symbolise le renforcement de cette liaison vitale.

Le pont de Rusumo est situé à la frontière entre la Tanzanie et le Rwanda. Il se trouve près des installations douanières et forme un point d'entrée pour les deux pays. Cependant, l'ouvrage pourvu d'une seule voie de circulation s'est délabré, et des limites de poids ont été imposées aux véhicules souhaitant le traverser. De ce fait, il n'était emprunté que par 50 voitures environ chaque jour avant sa reconstruction. Le projet de reconstruction impliquait le remplacement du pont et la construction d'installations telles qu'un bureau de l'immigration dans les deux pays, des bureaux administratifs, des espaces d'inspection des marchandises, etc. À l'issue du projet, de gros véhicules comme des camions de 8 tonnes pouvaient entrer directement au Rwanda par le pont de Rusumo en bénéficiant de procédures d'immigration simplifiées grâce à la mise en place d'un « poste frontière à guichet unique ». Aujourd'hui, ce sont près de 150 véhicules qui passent par le pont tous les jours.



Le corridor central commence à Dar es Salam, en Tanzanie, l'un des centres économiques de l'Afrique de l'Est.

#### SOUTENIR L'ÉCONOMIE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST QUATRE CORRIDORS ET LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Par ailleurs, en Afrique de l'Ouest, un plan directeur de développement communautaire baptisé « Anneau de croissance » et constitué de quatre corridors est en cours d'élaboration. Il prévoit de relier la côte du golfe de Guinée, depuis Lagos au Nigéria, à Abidjan en Côte d'Ivoire. Il reliera également le nord au sud, de la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou, à la capitale du Ghana, Accra, et l'ouest à l'est, d'Accra à la capitale du Togo, Lomé. En outre, si la route partant de Lagos est prolongée jusqu'à la capitale du Sénégal, Dakar, dans la partie occidentale de l'Afrique, la croissance de zones côtières reliées à la fois par les voies maritimes et terrestres s'en trouvera certainement stimulée. Par ailleurs, l'agriculture et diverses industries des pays enclavés peuvent être dynamisées en profitant des capacités de transport de la zone côtière. Soutenir le développement de zones économiques majeures en Afrique de l'Ouest, peuplée de 300 millions d'habitants, permettra la stabilisation du Sahel ainsi que la promotion d'une croissance durable dans toute la région.

## Pour la prospérité

Le continent africain est constitué de 54 pays et représente 20 % de la superficie terrestre de notre planète. Avec une population de 1,1 milliard, une personne sur six dans le monde est africaine. Il est essentiel de créer un réseau logistique pour promouvoir le développement économique de ce vaste continent. Le Japon soutient la maintenance des réseaux de transport et de logistique dans diverses parties du continent africain.

### DE LA CÔTE À L'INTÉRIEUR DES TERRES UN CORRIDOR SOUTIENT LES PAYS DE LA RÉGION

Un projet prévoit la création d'un « corridor économique » à grande échelle afin d'encourager le développement régional de l'Afrique. Il existe cinq grands corridors régionaux, l'« autoroute transmaghrébine » reliant la mer Méditerranée à l'Afrique du Nord ; le « corridor Djibouti – Addis-Abeba » reliant une partie du Soudan au cours

supérieur du Nil et à l'Éthiopie ; le « corridor central » reliant les grandes puissances d'Afrique de l'Est, le Kenya et la Tanzanie, avec les pays enclavés ; le « corridor de Nacala » reliant le Mozambique et l'Afrique du Sud par les terres en passant par le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe ; et enfin l'« anneau de croissance en Afrique de l'Ouest » reliant cinq pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo) par une route circulaire axée



# Élargir les partenariats avec le secteur privé

Afin d'atteindre les ODD, il est indispensable d'inviter divers acteurs tels que les entreprises, avec une entité privée qui apporte les connaissances et l'expertise nécessaires pour jouer

les ONG et les instituts de recherche, à coopérer. Voici un exemple de partenariat son rôle en tant que membre de la communauté internationale.

01

Concilier développement des affaires et atteinte des ODD

## Global Compact Network Japan (GCNJ)

Le Pacte mondial des Nations unies (Global Compact), lancé en 2000, est une initiative à travers laquelle les entreprises et les organisations s'engagent à agir en faveur de l'établissement d'un cadre mondial pour la réalisation d'une croissance durable. Il s'articule autour de deux axes : le siège des Nations unies et les réseaux locaux mis en place au sein de chaque pays. Le Réseau japonais du Pacte mondial (Global Compact Network Japan, GCNJ) a été fondé en 2003 en tant que réseau local au Japon et il est aujourd'hui constitué de 200 entreprises membres.

Le GCNJ prend diverses initiatives pour soutenir la réalisation des ODD. Dans le groupe de travail sur les ODD formé en 2014, les entreprises membres échangent des informations sur les efforts entrepris et les difficultés qu'elles rencontrent. Le GCNJ donne régulièrement des conférences lors de séminaires et de forums dans le cadre de ses activités de sensibilisation aux ODD tout en préparant l'édition japonaise de *SDG Compass*, un guide expliquant aux entreprises comment aligner leur stratégie, mesurer et gérer leur contribution pour la réalisation des ODD. En outre, en février de cette année, le Réseau universitaire japonais du Pacte mondial (Japan Global Compact Academic Network) a été créé avec des universités et des instituts de recherche afin de promouvoir des partenariats entre le monde universitaire et les entreprises ainsi que la recherche sur le Pacte mondial des Nations unies. Il vise également à stimuler les échanges scientifiques

et à partager les contributions intellectuelles du Japon.

Toshio Arima, président du conseil d'administration du GCNJ, nous explique : « Pour résoudre les problèmes sociaux dans les zones défavorisées, touchées par une catastrophe ou affectées par un conflit, il est fondamental que les bénéficiaires des aides puissent mener des activités économiques de manière autonome. Les entreprises disposent de divers moyens de contribution en utilisant leur technologie et leur expertise ». Il souligne également le bénéfice pour les entreprises : « Cela contribue au développement de futurs marchés et de ressources humaines pour les entreprises membres. Cela peut même conduire à l'émergence d'innovations inversées, lorsqu'une technologie ou un produit initialement conçu dans le monde en développement se répand dans les pays industrialisés. »

Le GCNJ, tout en appelant à la participation accrue des petites et moyennes entreprises, entend ouvrir la voie pour les aider à créer des activités spécifiques en analysant les indicateurs des ODD.



Séminaire spécial sur l'utilisation de l'édition japonaise du *SDG Compass*.

02

Trouver une harmonie entre la société, l'économie et l'environnement

## Projet Open 2030 (O2P)



Pour parvenir à une société de consommation durable, les participants à l'atelier partagent leur vision de l'avenir et échangent des idées sur la manière dont ils peuvent travailler ensemble.

Hakuhodo Inc. est l'une des plus grandes agences de publicité japonaise et sa philosophie d'entreprise, « sei-katsusha insight » (être vivant), envisage l'humain de manière holistique en prenant en compte son mode de vie, ses aspirations et ses rêves. La mission d'Hakuhodo, forte de cette philosophie, est de servir d'intermédiaire entre les entreprises et les consommateurs dans la société. Pour ce faire, Hakuhodo a lancé le projet « Zéro gâchis » en 2013 afin de relever des défis de la société en coopération avec divers acteurs.

On estime que les Japonais gaspillent entre 5 et 8 millions de tonnes de nourriture propre à la consommation chaque année. Pour résoudre ce problème, Hakuhodo a formé une équipe constituée de consommateurs, d'entreprises, d'agences gouvernementales, de producteurs de nourriture, d'ONG et de chercheurs pour mener des projets, notamment l'organisation d'une visite guidée permettant d'observer le voyage des aliments des sites de production alimentaire jusqu'au réfrigérateur des ménages. Takeaki Udo, responsable du design de la marque Hakuhodo explique : « En menant ce projet, je me suis rendu compte qu'il était crucial d'utiliser les liens entre les divers acteurs, et de modifier le système de circulation au sein de la société ».

Parallèlement au projet « Zéro gâchis », l'entreprise, qui a mis en œuvre d'autres initiatives liées à l'éducation et à la parentalité depuis, a lancé l'année dernière un nouveau projet baptisé « OPEN 2030 (O2P) ».

L'objectif d'O2P est de faciliter les actions de la société, des entreprises et des consommateurs en faveur des ODD par l'établissement d'un comité exécutif composé de membres d'ONG, de chercheurs et d'employés, notamment d'Hakuhodo.

O2P vise plus particulièrement l'atteinte d'une société de consommation durable par la promotion de certifications internationales. Pour relever ce défi, étroitement lié à l'objectif 12 des ODD, l'implication des pays développés est indispensable. Le FSC est un exemple de certification internationale attribuée aux producteurs de bois dont les activités prennent en compte la protection de l'environnement forestier tout en étant économiquement viables. Cependant, de nombreux producteurs renoncent à obtenir cette certification à cause du coût. En outre, cette certification est peu connue des consommateurs et les produits certifiés sont donc peu convoités par les entreprises. Le projet consiste à édifier un système réunissant les trois acteurs que sont les consommateurs, les entreprises et les producteurs pour s'engager vers des modes de production et de consommation durables avec une volonté de « changer l'avenir en changeant notre façon d'acheter ».

« Nous travaillons pour créer un monde où la poursuite de bénéfices économiques et d'une société plus harmonieuse vont de pair. À l'avenir, nous aimerions apporter notre soutien aux entreprises japonaises afin de les aider à bien comprendre les ODD lorsqu'elles développent leurs activités dans les pays en développement », explique Udo.



Groupe de travail sur les ODD.

# · TENDANCES ·



Ghana

## Centre de recherche avancée sur les maladies infectieuses



Le 19 mai, la JICA a signé un accord de don à hauteur de 2,285 milliards de yens avec le gouvernement du Ghana, pour la construction d'un centre de recherche avancée sur les maladies infectieuses à l'Institut Noguchi pour la recherche médicale (Noguchi Memorial Institute for Medical Research ou NMIMR). Ce projet couvre les installations et les équipements de recherche, le renforcement des capacités de recherche et le développement des ressources humaines afin de stimuler la capacité de lutte contre les maladies infectieuses au Ghana et en Afrique de l'Ouest.

Les bronchites, le paludisme, le VIH/sida, les diarrhées et autres maladies infectieuses représentent plus de 70 % des principales maladies au Ghana, et la lutte contre les maladies infectieuses occupe une place importante dans la stratégie sanitaire du pays. La nécessité de renforcer la recherche sur les maladies infectieuses est également soulignée dans le plan de développement national du Ghana pour 2014-2017. Ainsi, le NMIMR est internationalement

L'ambassadeur du Ghana au Japon, Sylvester Jude Kpakpo Parker-Allotey (à gauche), et le président de la JICA, Shinichi Kitaoka (à droite).

reconnu pour son rôle dans la lutte contre les maladies infectieuses en Afrique de l'Ouest.

Par ailleurs, l'institution a étendu ses activités de recherche par des commandes de travaux de recherche et d'études, ainsi que des collaborations avec des universités japonaises et autres institutions. Cependant, le NMIMR manque d'espace pour garantir la fiabilité et la sécurité des études, ce qui entrave les progrès potentiels. Le projet prévoit la construction d'un centre de recherche avancée sur les maladies infectieuses au NMIMR, notamment un laboratoire de niveau 3 de biosécurité et d'autres installations de recherche, qui offrira des possibilités de recherche et d'expérimentation plus avancées avec fiabilité et sécurité. L'Institut prévoit aussi d'accueillir des étudiants de l'Université du Ghana comme stagiaires afin de contribuer à la formation de jeunes chercheurs dans le pays.

Depuis l'établissement du NMIMR grâce à un don en 1979, la JICA poursuit son aide sous forme de dons et de coopération technique. Le NMIMR est aujourd'hui un institut de recherche médicale reconnu qui représente non seulement le Ghana mais l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble, et sa réputation devrait s'accroître grâce à ce projet.



République kirghize

## Le Japon et la Corée du Sud collaborent pour la RRC



Les agences d'APD du Japon et de Corée du Sud, en collaboration avec le gouvernement de la République kirghize, ont organisé un séminaire sur la réduction du risque de catastrophe (RRC) auquel ont participé 13 pays, les 16 et 17 mars à Bichkek.

Le séminaire intervenait dans le cadre du programme multi-annuel de développement des capacités de gestion des catastrophes (MJCD), conduit conjointement par la JICA et l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) depuis 2012. Les participants ont visité le site d'un glissement de terrain et assisté à des conférences et à des débats.

Les trois pays, qui partagent la mission de sauver et de protéger des vies, ont discuté de l'importance de renforcer les systèmes de surveillance et d'investir en amont des catastrophes majeures telles que les glissements de terrain, en particulier dans un contexte de changement

Le secrétaire d'État du ministère des Situations d'urgence de la République kirghize

climatique extrême. L'autre thème affirmait la nécessité de sensibiliser le public en intégrant la réduction du risque de catastrophe dans chaque étape et secteur du développement – notamment l'éducation, la communauté, les infrastructures, la gouvernance, et la planification urbaine et rurale.

L'objectif du programme MJCD est de faire face aux problèmes de gestion des catastrophes dans les pays en développement afin de protéger les populations et de reconstruire mieux après les catastrophes par une approche continue allant des politiques jusqu'au terrain. Chaque année, des fonctionnaires et d'autres responsables du développement au Kirghizstan participent à des formations dans des secteurs tels que la réduction du risque de catastrophe, le développement agricole, l'industrie, la gouvernance, la sécurité sociale et les infrastructures. Près de 100 personnes ont suivi les formations de la JICA et 20 celles de la KOICA. Les trois pays ont pour ambition de renforcer leurs relations par ces programmes et ces séminaires de formation.



Palaos

## La JICA remet du matériel de secours aux Palaos en proie à la sécheresse



La JICA a fourni du matériel d'urgence aux Palaos, qui connaissent une grave sécheresse causée par un puissant épisode El Niño.

Des jerricanes en plastique et des purificateurs d'eau ont été envoyés depuis l'entrepôt de la JICA à Koror et des réservoirs d'eau portables ont été expédiés depuis l'entrepôt de la JICA à Singapour.

L'ensemble de la population des Palaos, en particulier les 14 000 habitants de Koror et d'Arai, ont été affectés par la sécheresse.

Aux Palaos, la saison sèche s'étend généralement de novembre à avril. En temps normal, il pleut aussi durant la saison sèche mais le puissant épisode El Niño de l'an dernier a provoqué une sécheresse intense et ininterrompue. Le président Thomas Efang Remengesau a déclaré l'état d'urgence le 22 mars, et la JICA a fourni du matériel de secours d'urgence en

Billy Kuardei, ministre d'État de la République des Palaos, reçoit des jerricanes en plastique des mains de l'ambassadeur Tajiri.

réponse à une demande du gouvernement paluan.

Une cérémonie de remise du matériel de secours a eu lieu le 8 avril à 10 h à l'aéroport international Roman Tmetuchl. Billy Kuardei, ministre d'État de la République des Palaos, Charles Obichang, ministre des Infrastructures publiques, de l'industrie et du commerce, et d'autres responsables paluans ont assisté à la cérémonie en présence de l'ambassadeur du Japon aux Palaos, Tajiri Kazuhiro, et du représentant résident de la JICA aux Palaos, Matsui Nobuaki, entre autres responsables japonais.

Lors de la cérémonie, le ministre Billy Kuardei a exprimé sa profonde gratitude pour l'aide rapide du Japon et il a déclaré que le matériel fourni serait distribué immédiatement afin d'apporter de l'eau aux habitants des régions affectées par la sécheresse. En réponse, l'ambassadeur Tajiri a fait part de son souhait que la sécheresse se termine le plus tôt possible.

Le matériel a été distribué aux victimes de la sécheresse par le gouvernement paluan.

## Bureau de la JICA au Pakistan



## Haroon-ur-Rashid Rana

Responsable Industrie et économie

Au Pakistan, le personnel de la JICA, dont Haroon-ur-Rashid Rana et Nazia Seher, jouent un rôle actif pour la promotion des ODD.

Haroon a commencé à travailler pour la JICA en 1993 et il est titulaire d'un doctorat en anthropologie. Il a publié plusieurs articles de recherche dans des revues renommées.

En tant que chef d'équipe pour le secteur du développement industriel, Haroon explique : « Nous devons être attentifs aux derniers changements économiques et aux stratégies internationales comme les ODD. Afin de rendre les projets de la JICA plus efficaces, j'insiste toujours sur la nécessité d'analyser les raisons pour lesquelles les ODD n'ont pas été atteints lorsque je dialogue avec les parties prenantes ».

Haroon soutient également le gouvernement pakistanais afin de promouvoir un emploi décent et productif dans les secteurs de l'automobile et du textile, conformément aux ODD. « Il est impératif que le gouvernement adapte les ODD aux politiques nationales. Mon travail au sein de la JICA m'offre une opportunité unique d'améliorer le niveau de vie de mes compatriotes. »

Nazia Seher, elle aussi anthropologue et chef d'équipe, joue un rôle clé pour améliorer la qualité de l'éducation, l'égalité des sexes et l'environnement, qui sont aussi des

## Nazia Seher

Responsable des programmes éducation, genre et environnement

cibles des ODD. « Au Pakistan, 70 % des transactions s'opèrent dans le secteur de l'économie informelle », dont 30 % proviennent de femmes travailleurs à domicile, souvent analphabètes et mal rémunérées » explique Nazia. Pourtant, leur contribution accumulée, en incluant les 3 % provenant d'hommes qui travaillent à domicile, atteint 3,8 % du PIB. Selon elle, il est essentiel d'améliorer l'accès des filles et des femmes à l'éducation, à la formation, aux marchés et à la finance afin de renforcer leur participation économique.

Pour Nazia, assurer au nom de la JICA la présidence du « réseau interinstitutions sur le genre et le développement », un groupe de travail des donateurs sur le genre, a été une expérience très enrichissante. Elle a également dirigé la session sur la malnutrition et l'égalité des sexes, deux ODD, pour les parlementaires, les universitaires, les ONG et les médias. « Nous avons discuté de l'impact des inégalités entre les sexes sur la santé nutritionnelle des filles et des femmes et exploré les stratégies visant à mobiliser les parlementaires. J'ai constaté à quel point l'engagement de la JICA en faveur de l'atteinte des ODD est reconnu et partagé par plusieurs acteurs du développement. »

Avec 17 objectifs et 169 cibles, les ODD portent un programme ambitieux. Les efforts de Haroon et Nazia au Pakistan contribuent à atteindre ces objectifs internationaux.

# Vers l'accès universel aux DSSR

Tewodros Melesse

Directeur général de la Fédération internationale pour la planification familiale (FIPF)

Ayant grandi en Éthiopie dans les années 1950, j'ai rapidement compris que les droits et la santé en matière de sexualité et de reproduction (DSSR) étaient un enjeu fondamental. Ma grand-mère n'a eu qu'un enfant, une fille, et je me souviens que c'était comme un crime à l'époque. Ma mère a perdu un enfant quelques semaines après la naissance. Je me souviens que les filles de mon école disparaissaient soudainement lorsqu'elles devenaient enceintes, et qu'elles devaient abandonner leur bébé pour que la honte ne retombe pas sur leur famille. Tous ces événements ont profondément marqué ma réflexion sur les problèmes liés aux femmes et à la famille. C'est pourquoi, lorsque j'ai rejoint la FIPF en 2002 en tant que directeur du bureau régional Afrique, j'ai eu à cœur de mettre la femme au centre de l'action de cette organisation. Je veux que chaque femme puisse avoir accès à des services de haute qualité, partout et à tout moment.

Quatorze ans plus tard, je continue de travailler pour cet objectif, mais aujourd'hui à l'échelle mondiale. En tant que directeur général de la FIPF, mon mandat s'est élargi pour inclure le pilotage d'un mouvement de la société civile mondiale regroupant des associations membres et des partenaires travaillant dans plus de 170 pays. Soutenues par des millions de volontaires et 30 000 employés, nos associations membres sauvent des vies et aident des millions de personnes pauvres et vulnérables.

Les ODD font avancer notre travail dans l'agenda politique. Avec les cibles sur les droits et la santé en matière de sexualité et de reproduction, la communauté internationale s'est rassemblée autour de l'idée que la libération du potentiel économique des femmes est essentielle pour mettre fin définitivement à la pauvreté. Cet engagement en faveur des DSSR dans l'Agenda 2030 a été suivi par un grand pas en avant en mai 2016 lorsque les dirigeants des pays du G7 se sont engagés à « assurer les DSSR sans discrimination d'aucune sorte » lors du sommet d'Ise-Shima au Japon.



La FIPF est fière d'avoir travaillé en partenariat avec les gouvernements et la société civile pour atteindre cet objectif. Dans le communiqué final, les dirigeants du G7 ont fait des DSSR un enjeu critique pour promouvoir la santé des femmes, des enfants et des adolescents, parvenir à la couverture santé universelle (CSU) et renforcer les systèmes de santé, notamment en situation de crise humanitaire. Notre partenariat étroit avec le gouvernement japonais et leur engagement constant pour la santé des femmes et des filles à travers la CSU ont été essentiels pour assurer le soutien de ce groupe influent de dirigeants mondiaux en faveur des ODD liés aux DSSR et à la CSU.

Le prochain défi consiste à traduire ces engagements politiques en réalisations concrètes. Il est impératif que ces engagements s'accompagnent de ressources finan-

cières et techniques pour garantir la mise en place de la CSU, notamment les soins de santé sexuelle et reproductive. La FIPF porte un grand projet pour les sept prochaines années, le Cadre stratégique – ancré au niveau local, connecté au niveau mondial – basé sur la vision du premier ministre Shinzo Abe pour la création d'« une société où les femmes ont toute leur place » et la réalisation de la sécurité humaine. Ce cadre fixe des cibles ambitieuses pour agir dans des contextes de crises humanitaires tout en continuant à fournir des services de haute qualité et basés sur des droits et en formant des partenariats avec des organisations de femmes et de jeunes pour les inciter à promouvoir par eux-mêmes les DSSR et l'égalité des sexes, et encourager les femmes à devenir des leaders dans tous les domaines de leur vie.

Ensemble, avec le soutien de chefs de file comme le Japon et d'autres nations engagées dans cette cause, des volontaires, des militants et les membres et le personnel de la FIPF dans le monde entier, nous pouvons travailler de concert pour assurer que chaque personne ait accès aux DSSR et réalise son potentiel.

**JICA<sup>WORLD</sup>**  
est une publication de la JICA

**Éditeur :**  
Masahiko Tanaka  
Bureau des médias  
et des relations publiques

Nibancho Center Bldg  
5-25, Niban-cho  
Chiyoda-ku  
Tokyo 102-8012 JAPAN

Tél. : +81-3-5226-6660  
Fax : +81-3-5226-6396  
[www.jica.go.jp/french/](http://www.jica.go.jp/french/)

**Couverture :** « Ne laisser personne de côté ». Avec les ODD, un nouveau défi est déjà lancé.

©Getty Images

**Photos des pages 2 et 3 :**

Les immeubles s'étagent sur les collines de Kigali, la capitale du Rwanda.

(Photo: Takeshi Kuno)



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est le plus grand organisme bilatéral de développement du monde, opérant dans quelque 150 pays pour aider les personnes les plus vulnérables de la planète.